

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 31/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV MEDITERRANEE JDR (ex. SITA SUD)

rue Antoine Becquerel
CS 17216
11100 Narbonne

Références : D-2025-0451

Code AIOT : 0006400578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2025 dans l'établissement SUEZ RV MEDITERRANEE JDR (ex. SITA SUD) implanté JAS DE RHODES 13170 Les Pennes-Mirabeau. L'inspection a été annoncée le 08/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée suite à l'incendie ayant eu lieu sur le site de l'Ecopôle Jas de Rhône le 08 juillet 2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV MEDITERRANEE JDR (ex. SITA SUD)
- JAS DE RHODES 13170 Les Pennes-Mirabeau
- Code AIOT : 0006400578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV Méditerranée est autorisée par arrêté Préfectoral du 22 octobre 2019 pour l'exploitation de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux du Jas de Rhodes, et du centre de tri située sur la commune des Pennes Mirabeau dans le département des Bouches du Rhône (13).

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La situation post-incendie est en cours de maîtrise, certains équipements ne sont pas encore fonctionnels ce qui ne permet pas au centre de tri de fonctionner.

Des travaux sont envisagés jusqu'à mi-octobre pour retrouver des conditions normales d'exploitation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article Article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
3	Traitement des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 4.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
4	Eaux de ruissellement internes	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 4.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.7.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Stocks de déchets ayant été touchés par l'incendie	AP Complémentaire du 26/05/2023, article 2	Sans objet
5	Obligations Légales de Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.7.3.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation post-incendie est en cours de maîtrise, certains équipements ne sont pas encore fonctionnels ce qui ne permet pas au centre de tri de fonctionner.

Des travaux sont envisagés jusqu'à mi-septembre pour retrouver des conditions normales d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article Article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident ou d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dange-</p>

reuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Circonstances

Le 8/07/2025 vers 11 heures, un départ de feu à proximité de l'échangeur autoroutier A7/A55 s'est rapidement transformé en incendie de forte intensité sur le massif limitrophe, situé au Nord Est du site de l'ISDND, du fait de la vitesse importante des rafales de mistral dépassant les 70km/h.

Un comité opérationnel départemental COD a été mis en place pour assurer la prise de décisions. La DREAL et la préfecture ont été tenues informées par l'exploitant de la situation, le plan de défense incendie a été transmis à plusieurs interlocuteurs afin d'orienter au mieux les services de secours.

L'exploitant nous a informé que les équipes qui étaient sur le site avaient reçu sur leur téléphone portable une alerte via le système FR ALERTE leur demandant de se confiner dans un bâtiment. L'ensemble du personnel (27 personnes) a donc été regroupé dans les locaux administratifs.

Le feu a progressé jusqu'à atteindre la partie Nord de l'ICPE et est devenu menaçant pour les infrastructures, notamment autour du bâtiment de tri et des locaux administratifs. Entre 13h30 et 16h00, les 27 collaborateurs ont été pris en charge par les secours et regroupés dans une caserne et vers une salle municipale pour ceux nécessitant un suivi médical.

L'évacuation du personnel terminée, les pompiers sont intervenus sur les installations et les balles de déchets externes ayant pris feu.

Tous les apports de déchets vers le site ont été stoppés par l'exploitant et des solutions de détournement des déchets ont été envisagées.

Des collaborateurs de l'exploitant sont restés présents sur le site pour assurer une coordination avec les pompiers afin d'éviter toute reprise sur l'installation.

Le feu a été circonscrit vers 17 heures. Aucun émulseur n'a été utilisé pour éteindre le feu. Les jours suivants, des reprises de départ de feu ont eu lieu, les vents étaient toujours importants sur le site, les pompiers ont maintenu une présence plusieurs jours après l'incendie.

Une visite d'inspection post-accidentelle a donc pu avoir lieu le 10/07/2025 matin, une fois les accès au site libérés et les risques de reprise de feu maîtrisés.

Bilan humain :

Aucun blessé n'est à déplorer.

Conséquences sur les installations et équipements

Le feu a d'abord gagné la plateforme de valorisation des déchets d'activité économique située dans la partie la plus au nord du site et a ensuite progressé vers le sud affectant la station de traitement de lixiviats, le réseau externe de captation du biogaz de l'ISDND, la station de filtration du biogaz, le bâtiment de tri, la zone de stockage des déchets extérieure au bâtiment, certains véhi-

cules sur la zone de stationnement et les bâtiments administratifs. Le feu a été arrêté au niveau du casier de l'ISDND du fait de l'absence de végétation, assurant une coupure de combustible.

Centre de Tri : bâtiment de tri et auvent

Les balles entreposées à l'extérieur du bâtiment de tri ont brûlé en partie (2/3 environ du stock d'après l'exploitant). L'auvent abritant les 2/3 des déchets extérieurs (un autre tiers est stocké sans abri) a été brûlé en grande partie, il a été constaté lors de la visite que les IPN de la structure ont fléchi. Le bâtiment de tri a également été impacté dans la zone sud se trouvant en face de l'auvent. Le bardage a en partie fondu. En ce qui concerne les équipements du bâtiment de tri, les dégâts ont été limités à la presse à balle proche de cette zone qui a été léchée par le feu. Le stock de déchets amont, stocké à l'intérieur du site n'a pas été impacté du fait du déclenchement automatique du sprinklage et du déluge au niveau du mur coupe-feu central. Les eaux d'extinction du stock amont et du déluge ont été confinées dans le bâtiment (absorption par les déchets et capacité de rétention intérieure de plus de 650 m³). Les eaux d'extinction supplémentaires (notamment à l'extérieur du centre de tri) n'ont pas été confinées sur place mais au sein du bassin ERI (eaux de ruissellement internes) situé au sud de l'écopôle via les fossés ERI du site. Les déchets se trouvant à l'intérieur du site ont été inondés par les eaux d'extinction et n'ont pas pu être valorisés, la DREAL a autorisé leur élimination exceptionnelle par enfouissement.

Le reste des équipements de la chaîne de tri n'a pas été touché hormis par le dépôt de suie provenant des fumées extérieures ayant progressé par les événements latéraux du bâtiment.

ISDND :

Les installations sensibles liées au traitement du biogaz (moteurs, réseau biogaz, torchère) ont été mises en sécurité à l'approche de l'incendie pour éviter d'amplifier les risques. Il a été constaté que le casier de l'ISDND n'a pas été touché, l'exploitant a déclaré qu'aucun déchet n'avait brûlé.

Cependant, quelques collecteurs de biogaz et de lixiviats et la STEP ont été impactés par l'incendie (PVC externe). Il a été constaté que les bassins se trouvant au point bas du site sont restés intègres. Le bassin de lixiviat fonctionnant par remplissage gravitaire est resté fonctionnel. Le bassin des ERI (eaux de ruissellement internes) proche du bassin de lixiviats est lui aussi resté intègre. Son niveau de remplissage actuel (informations transmises le 23/07/2025) est de moins de 20%.

Autres infrastructures :

Le bâtiment administratif composé d'Algeco (MO) est totalement détruit. Le portail d'entrée endommagé a été changé. Quatre véhicules du personnel ont brûlé. Des camions servant à l'exploitation ont aussi été endommagés. Une société de gardiennage externe a été mise en place pour sécuriser l'accès. L'électricité a été coupée pendant près de 24 heures et rétablie par ENEDIS ensuite. Par ailleurs, les systèmes de détection d'incendie ont été rendus inopérants sur le casier ISDND du fait de l'impact sur les câbles électriques, le serveur informatique dans lequel était enregistré les vidéos de déchargements de déchets implanté dans le bâtiment administratif a été détruit.

Rapport d'incident et continuité d'activité :

L'exploitant a bien transmis un rapport d'incident le 11/07/2025 (au travers la fiche G/P transmise le 09/07/2025 accompagnée du mail de l'exploitant du 11/7/2025). Les équipements sont actuellement audités afin d'assurer une remise en service des installations. Un plan de reprise progressive a été élaboré par l'exploitant et a été communiqué à l'inspection le 11/07/2025 afin d'assurer une reprise d'activité dans les conditions de sécurité prescrites par l'Arrêté Préfectoral du site et afin d'envisager des solutions de détournement de déchets favorisant une valorisation maximale des déchets. Une reprise partielle de l'activité a été autorisée le 16 juillet 2025 sur l'ISDND. Une reprise totale de l'activité a été autorisée le 23 juillet 2025 sur l'ISDND.

Conséquences sur l'environnement

Des fumées très importantes ont été émises pendant l'incendie jusqu'en soirée. Lors de la visite sur site, le surlendemain, il y avait encore beaucoup de fumées sur le site liées à la combustion lente des balles de déchets. Les balles qui étaient stockées sous l'auvent ont été arrosées par les pompiers afin d'éviter un embrasement, puis celles-ci ont été étalées sur la dalle bétonnée extérieure par l'équipe d'exploitation avec une chargeuse et une pelle et encore arrosées pour supprimer le risque incendie.

AtmoSud (association agréée par le Ministère de la Transition Écologique pour la Surveillance de la Qualité de l'Air) a analysé la qualité de l'air liée à cet incendie à partir de 50 micro capteurs installés dans le cadre de l'Observatoire citoyen. Les fumées, denses et portées par le mistral, ont d'abord touché les zones proches du foyer, avant de recouvrir l'ensemble de l'agglomération marseillaise, en particulier les quartiers nord, centre et sud de la ville. Des concentrations très élevées en particules fines PM2.5 ont été enregistrées, en particulier jusqu'à 1 000 µg/m³ dans les quartiers nord (15e et 16e arrondissements) à proximité du panache, entre 100 et 150 µg/m³ dans les quartiers du centre-ville et du sud de Marseille, atteints à partir de 13h-14h. À titre de comparaison, la classification européenne qualifie la qualité de l'air de "très mauvaise" au-delà de 91 µg/m³ et "extrêmement mauvaise" au-delà de 140 µg/m³ en moyenne horaire pour les PM2.5. La situation s'est progressivement améliorée dans la soirée du 8 juillet, à mesure que le panache s'est orienté vers la mer et que l'intensité de l'incendie a diminué. Le 9 juillet au matin, les concentrations étaient revenues à des niveaux proches de la normale, sauf en proximité immédiate du sinistre.

L'exploitant doit poursuivre la réalisation de ses travaux sur la partie bâtiment de tri, la station de traitement de lixiviats et la station de filtration du biogaz afin d'assurer une reprise d'activité normale et conforme aux prescriptions de son arrêté. La date de reprise normale de l'activité est estimée à mi-septembre par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit informer l'inspection de manière hebdomadaire de l'avancée des travaux et des conditions d'exploitation du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Stocks de déchets ayant été touchés par l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/05/2023, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Tableau des rubriques ICPE

Prescription contrôlée :

Pour la rubrique 2714-1 :

Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :

I. Supérieur ou égal à 1 000 m³

Activité de collecte sélective

Stockage en balles :

- à l'extérieur sous auvents des déchets plastiques et cartons triés: 2487 m³

- à l'extérieur : déchets plastiques, papier, carton, sur les zones de 1080 m³ et 360 m³

Constats : Le volume de déchets stockés à l'extérieur du bâtiment de tri, issus du process de tri déclaré par l'exploitant le jour de l'incident a été estimé à 900 m ³ , en dessous des seuils réglementaires. Dans ce volume se trouvait : plastiques triés (PS, PP, ELA, PEHD, PET), verre, carton, refus de tri. Il a été estimé que deux tiers de ces déchets ont brûlé. Les déchets brûlés et mouillés n'ont pas pu être valorisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traitement des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents
Prescription contrôlée : Les lixiviats bruts sont collectés et dirigés vers le bassin de stockage des lixiviats d'une capacité de 6 000 m ³ au sud du site ; Les lixiviats traités (perméats) sont stockés dans un bassin étanche de 4000 m ³ , situé sur la zone des Cadeneaux. Ces effluents sont ensuite évaporés sur la TAR du site ou utilisés pour les besoins de l'ISDND (arrosage des pistes ou nettoyage des engins). Les rétentats issus de la nanofiltration sont traités sur une unité à charbon actif, puis envoyés vers le bassin de stockage des lixiviats de 6 000 m ³ . Les jus et eaux de purges issus de la tour aéroréfrigérante sont traités sur une unité à charbon actif, puis envoyés vers le bassin tampon 4 000 m ³ . Les eaux de lavage des membranes de filtration sont collectées et envoyées vers le bassin de stockage des lixiviats de 6 000 m ³ . Les eaux de la plateforme de traitement des lixiviats sont collectées et envoyées vers le bassin de 6 000 m ³ .
Constats : Lors de la visite, les bassins de lixiviats se trouvant au Sud de l'installation ont été contrôlés visuellement, le niveau était inférieur à 70 % de sa capacité maximale de 6000m3, soit 4200m3. L'exploitant a confirmé le 22/07/2025 que le niveau avait atteint les 70 %. Ce dernier estime donc qu'il reste une capacité de 1 800 m ³ , ce qui permettra de collecter les lixiviats des deux prochains mois, le volume de production estimé est d'environ 950 m ³ pour les deux mois à venir (le site produit en moyenne entre 4000 et 5500 m ³ de lixiviats par an). En effet, le bassin ne peut à ce jour pas être vidé car le système de dégradation biologique n'est pas encore en fonctionnement. L'exploitant estime que cet équipement sera disponible à partir de Septembre 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra informer l'inspection de l'avancement des travaux d'avancement sur le système de dégradation biologique de manière hebdomadaire
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 jours

N° 4 : Eaux de ruissellement internes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 4.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident ou d'incendie, déversement de matières dangereuses vers le milieu naturel. Les eaux polluées ou matières dangereuses devront être récupérées, évacuées et éliminées par des sociétés et des installations autorisées à cet effet. 4.3.2 Les eaux de ruissellement internes (ERI) sont collectées par l'intermédiaire de fossés dimensionnés pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale de 24 heures en intensité et sont rejetées dans un bassin étanche d'une capacité d'environ 1 900 m ³ , situé au Nord-Est de la zone de stockage ; un bassin étanche de 17 500 m ³ , situé à l'extrémité Sud du site. 4.4.4 Rejets Caractéristiques et valeurs limites d'émission pour les eaux pluviales ayant ruisselé sur les aires imperméabilisées rejets internes A à G En cas de ruissellement sur des aires de stockage ou de manipulation des déchets (notamment au niveau du bâtiment de tri et de la plateforme DAENDV) les rejets respectent les valeurs limites suivantes : Matières en Suspension totales (MEST) : 1305 Code Sandre, valeur limite (mg/l) 100 Demande Chimique en Oxygène (DCO) : 1314 Code Sandre, valeur limite (mg/l) 300 Demande Chimique en Oxygène (DBO): 1313 Code Sandre, valeur limite (mg/l) 100 Indice Phénols : 1440 Chrome hexavalent Cyanures totaux: 1390 Code Sandre, valeur limite (mg/l) 0.1 Composés organiques halogénés (AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX): 1106 Code Sandre, valeur limite (mg/l) 5 Arsenic : 1369 Code Sandre Hydrocarbures totaux : 7009 Code Sandre, valeur limite (mg/l) 10 Métaux totaux (somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al) valeur limite (mg/l) 15
Constats : Le niveau actuel du bassin étanche réceptionnant les eaux de ruissellement internes (ERI) est équivalent à 20 % de sa capacité totale de 17500m ³ , soit, a atteint un niveau de 3500 m ³ . Le bassin présente donc une capacité résiduelle de 80% (14 000 m ³) Il convient à l'exploitant de faire analyser ces eaux au regard des VLE mentionnées dans l'arrêté préfectoral (article 4.4.4.) afin d'évaluer les solutions d'évacuation adaptées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra d'ici le 15 Août 2025 les résultats des analyses et le choix d'évacuation retenu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Obligations Légales de Débroussaillage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2022, article 7.7.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
Prescription contrôlée : Le dispositif de lutte contre l'incendie pourra être complété en tant que de besoin à la demande de la Direction Départementale des Services incendie et secours. Une zone est tenue débroussaillée, en accord avec les propriétaires concernés et les différentes prescriptions réglementaires applicables en la matière, sur une profondeur de 100 m autour des activités, avec : <ul style="list-style-type: none">-une bande de 50 m aux abords extérieurs de la clôture du site,-une bande maintenue en l'état en permanence de 50 m tout autour du casier en cours d'exploitation. En cas de terrain non horizontal, cette distance sera portée à 75 m. En outre, l'exploitant réalisera un débroussaillage régulier des zones à l'intérieur de la clôture, situées sous les vents dominants et en prolongement de l'alvéole en cours d'exploitation habituelle. Article 10.3 Débroussaillage Le débroussaillage obligatoire sera réalisé, avant tout commencement des travaux, dans un rayon de 50 mètres autour des bâtiments, constructions et installations de toute nature ainsi que de part et d'autre de la voie d'accès sur une largeur de 10 mètres.
Constats : Il a été vérifié sur place que les prescriptions des Obligations Légales de Débroussaillage ont été bien appliquées. Le SDIS a procédé à un récolement le 13 juin 2025 et a constaté que les OLD avaient été réalisées dans le site et sur son pourtour, hormis la parcelle Nord-Est qui devait être consolidée. L'exploitant a justifié, a posteriori, la réalisation des OLD restantes sur la parcelle Nord-Est, notamment par le biais de photographies. L'incendie du 8/07/2025 n'a pas progressé dans le casier de l'ISDND, la rupture de combustible ayant été assurée par les OLD.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
Prescription contrôlée : 2. <u>Bâtiment de tri</u> Le bâtiment de tri est protégé par 4 des 8 poteaux incendie précités. Ce réseau sera complété par : <ul style="list-style-type: none">- une réserve d'eau constituée au minimum de 600 m³ et avec réalimentation par le réseau public garantie pour une période de 2 heures en toute circonstance- un réseau fixe d'eau incendie alimenté par la réserve incendie ; ce réseau est au minimum constitué par des canalisations de 150 mm de diamètre. <ul style="list-style-type: none">- Ce réseau comprend au moins : Une pomperie incendie comportant au minimum 2 pompes capable de fournir aux lances et

autres équipements un débit total simultané de 280 m³/h sous un bar de pression pendant au moins deux heures.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie.

Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique.

Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie.

L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie.

Il effectue une vérification périodique (à minima semestrielle) de la disponibilité des débits.

Constats :

Le système d'extinction a été opérant et a permis de lutter contre le feu de manière efficace.

L'exploitant a d'ailleurs fourni une attestation de contrôle des 8 poteaux incendie autour du bâtiment de tri et de la zone d'exploitation de ISDND. Ces derniers ont été contrôlés le 27/05/2025 et n'ont pas fait l'objet d'observation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il conviendra de fournir à l'inspection d'ici le 15 Août 2025 l'attestation annuelle de vérification des deux pompes propres aux bâtiments de tri devant être capables de fournir aux lances et autres équipements un débit total simultané de 280 m³/h et également des autres moyens contrôlés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours